

**CONTRAT SIMPLIFIE DE FOURNITURE DE GISEMENT
POUR L'APPROVISIONNEMENT D'UNE UNITE DE METHANISATION
TOTALENERGIES BIOGAZ FRANCE**

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

- Société EARL le Fougerais au capital social de 8 000 euros, dont le siège social se situe 6 rue des Landes, 85140, Essarts en Bocage, immatriculée au RCS de Niort au numéro 510 239 122 représentée par Monsieur Barre Xavier, en qualité de gérant, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « L'APPROVISIONNEUR »

ET

- Bioloie, société par actions simplifiée au capital social de 1 000 000 €, dont le siège social est situé au ZAC DES CHAMPS DE LESCAZE 47310 ROQUEFORT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Agen sous le numéro 789 424 355, Représentée par son Président, la Société TotalEnergies Biogaz France, Société par Actions Simplifiée au capital social de 8 736 980 euros, dont le siège social se situe Zac des champs de Lescaze ROQUEFORT (47310), et immatriculée au RCS d'AGEN sous le n° 530 045 111, elle-même représentée par Monsieur Fabien HAAS, en sa qualité de Directeur Général et habilité à l'effet des présentes en vertu des statuts.

Ci-après dénommée « LA SOCIETE »

Également dénommées individuellement et/ou collectivement la ou les « Partie(s) »

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBJET DU CONTRAT : La SOCIETE assurera auprès de l'APPROVISIONNEUR les opérations de collecte, transport et traitement au sein de l'unité de méthanisation situé à La Pommeraie sur Sèvre (85700) (ci-après « l'Unité ») du gisement défini à l'article 2 (ci-après le « Gisement ») dans les conditions décrites ci-après. L'APPROVISIONNEUR s'engage à fournir à la SOCIETE, le Gisement en quantité, qualité et fréquence telles qu'exposées ci-après.

ARTICLE 2 – QUALITE DU GISEMENT : Le Gisement doit impérativement être conforme aux définitions de l'arrêté du 10 novembre 2009 modifié par l'arrêté du 14 juin 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation.

L'APPROVISIONNEUR s'engage à ce que le Gisement et ses conditions de stockage revêtent les caractéristiques dont le détail figure en Annexe 1.

ARTICLE 3 – COLLECTE ET ENLEVEMENT DES DECHETS : Le plan de collecte encadre les modalités d'intervention précisées en Annexe 2.

La SOCIETE aura la maîtrise de l'ensemble des opérations de collecte et de transport dans le cadre de son organisation.

EL

ARTICLE 4 – FREQUENCE DE COLLECTE : L'APPROVISIONNEUR s'engage à fournir le Gisement selon le planning annuel ci-dessous exposé :

Fientes	Collecte à la demande											
	Tonnages référence	Fréquence	d'enlèvement/									
Gisement	Janv	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Fév	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Mars	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Avril	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Mai	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Juin	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Juill	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Août	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Sept	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Oct	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Nov	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Déc	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321
	Total	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321	321

4.1 Volume insuffisant de Gisement :

En cas de volume insuffisant avéré, ou en cas de situation d'urgence, l'APPROVISIONNEUR informera la SOCIETE, par écrit, afin que cette dernière puisse, optimiser au mieux l'opération de collecte à mettre en place. Les Parties conviennent que dans l'hypothèse où lors d'une opération de collecte, le tonnage du Gisement fourni serait inférieur à 15t (soit plus de 40% de volume utile perdu), la SOCIETE serait en droit de facturer à l'APPROVISIONNEUR le montant fixé pour le transport de la totalité du volume utile soit 25t.

En cas de volume insuffisant avéré ou en cas de situation d'urgence, l'APPROVISIONNEUR informera la SOCIETE, par écrit, afin que cette dernière puisse, optimiser au mieux l'opération de collecte à mettre en place.

4.2 Période de Ralentissement & arrêt de l'activité de l'APPROVISIONNEUR : Chaque Partie s'engage, dans l'hypothèse d'un ralentissement ou d'un arrêt ponctuel de son activité, pour cause de mise aux normes, de renouvellement des installations, ou de maintenance à en informer l'autre Partie par écrit dans les meilleurs délais avant l'arrêt ou le ralentissement de l'activité.

ARTICLE 5 – QUANTITE - SURPLUS : L'APPROVISIONNEUR s'engage à fournir à la SOCIETE 200 tonnes de Gisement par année civile. A titre d'information, il est précisé que les volumes fournis seront comptabilisés au moyen d'un pont-bascule présent sur l'Unité.

La capacité de réception et de collecte de la SOCIETE est limitée par la capacité de traitement du Gisement de l'Unité (72 300t à 55 GW/hCS). A ce titre l'APPROVISIONNEUR ne pourra exiger de la SOCIETE la collecte et/ou de la réception d'un surplus de Gisement excédant 20 % du tonnage de référence mensuel. L'APPROVISIONNEUR reconnaît qu'il ne pourra exiger aucune indemnité et/ou compensation financière au titre de la non prise en charge du surplus susmentionné. Toutefois, dans l'hypothèse d'un surplus de Gisement, l'APPROVISIONNEUR s'engage à proposer en priorité à la SOCIETE la prise en charge de ce surplus. La SOCIETE reconnaît que l'APPROVISIONNEUR sera libre de valoriser comme bon lui semble le surplus de Gisement refusé par elle.

ARTICLE 6 - CONTROLE DU GISEMENT : Une analyse visuelle du Gisement est effectuée par le transporteur mandaté par la SOCIETE à la collecte de tout Gisement sur le site de l'APPROVISIONNEUR. Lorsqu'un contrôle de l'aspect visuel du Gisement permettra d'identifier une non-conformité, la SOCIETE sera libre de refuser le Gisement. Il incombera à l'APPROVISIONNEUR ou la personne mandatée par ses soins de procéder à l'élimination du Gisement par ses propres moyens et à ses propres frais, et ce sans qu'aucun grief ne puisse être retenu à l'encontre de la SOCIETE. Il est entendu entre les Parties que les volumes refusés par la SOCIETE au titre du présent article ne seront pas comptabilisés dans le tonnage de référence prévu au présent contrat.

ARTICLE 7 – PRIX : En contrepartie de la prestation de traitement et de la prestation de collecte accomplies par la SOCIETE, l'APPROVISIONNEUR sera redevable du Prix total de Traitement. Prix total de valorisation = Prix Unitaire Hors Taxes à la Tonne (PUHTT) plus le Prix de Collecte (PC) dont la Part Gazole.

PU HTT Traitement	€/t
Prix de collecte	€/t
Dont Part Gazole	€/t
Prix total de Valorisation	20€/t
Temps passé sur le site de l'APPROVISIONNEUR pour le chargement de la citerne	30 mn

ARTICLE 8 – FACTURATION : La SOCIETE adressera à l'APPROVISIONNEUR par écrit une facture détaillant le tonnage collecté.

La facture mensuelle devra mentionner :

- Le prix unitaire PUHTT ci-dessus défini éventuellement indexé,
- L'indice de référence ci-dessus mentionné et l'indice du mois de facturation,
- Ainsi que toutes les mentions légales figurant sur une facture.

Pour les mois pendant lesquels aucune collecte n'aura été réalisée, un écrit sera également envoyé afin de constater l'absence de collecte.

A compter de la date d'émission de la facture, le destinataire de la facture dispose d'un délai de trente (30) jours

ouvrés fin de mois pour procéder au paiement, par virement bancaire.

Le taux de pénalités de retard est fixé à 3 fois le taux d'intérêt légal. Ce taux d'intérêt des pénalités de retard sera exigible le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture ainsi que, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros conformément à l'Article D.441-5 du Code de Commerce.

ARTICLE 9 – PENALITES : Dans le cas où l'une des Parties ne respecterait pas l'une des obligations susvisées, les pénalités définies au présent article seront applicables. Les Parties conviennent que les pénalités ci-après exposées ne revêtiront pas un caractère libératoire, et que leur application ne pourra, en aucun cas, faire obstacle à une éventuelle action en responsabilité :

9-1 Pénalité pour manquement à l'obligation de quantité : Le non-respect par l'APPROVISIONNEUR de son obligation de quantité telle qu'exposée à l'Article 5 entraîne l'application d'une pénalité fixée forfaitairement à la somme de 20 € par tonne manquante, pour l'année civile écoulée.

Le cas échéant la SOCIETE enverra pour paiement, à l'APPROVISIONNEUR au plus tard le 31 janvier suivant l'année civile écoulée une facture de pénalités, accompagnée des justificatifs nécessaires.

9-2 Pénalité pour non-conformité

Pénalité forfaitaire pour non-conformité	20€ par tonne
--	---------------

ARTICLE 10 – CONFORMITE & RESPONSABILITE : Du fait de la qualité de producteur et détenteur du Gisement, l'APPROVISIONNEUR reste responsable de la gestion du Gisement jusqu'à son élimination ou valorisation finale, même lorsque le Gisement est transféré à des fins de traitement à un tiers, conformément à l'Article L.541-2 du Code de l'Environnement.

Par ailleurs, l'APPROVISIONNEUR et la SOCIETE déclarent, dans le cadre du présent contrat, être en conformité, relativement à leurs activités respectives, avec les principes généraux édictés par les Articles L.110-1 et suivants du Code de l'Environnement et avec les dispositions des articles L.541-1 et suivants du même Code relatives aux déchets.

L'APPROVISIONNEUR s'engage à respecter les règles d'hygiène, de santé et d'environnement exposées dans l'annexe 6.

L'APPROVISIONNEUR est responsable de la non-conformité constatée sur le Gisement. La qualification de non-conformité est attribuée au :

- Gisement nuisible : le Gisement présente un risque de dommage pour l'Unité ;
- Gisement altéré : le Gisement présente une altération des propriétés méthanogènes, qu'elle soit la cause, qui engendre une diminution supérieure à 50% de la matière sèche organique de référence.

La non-conformité du Gisement remet en cause l'objet même du présent contrat. En conséquence, la SOCIETE pourra :

- Mettre en demeure l'APPROVISIONNEUR, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de respecter les conditions du cahier des charges (cf. annexe 1)
- Exiger le versement d'une pénalité prévue à l'Article 9-2 du Contrat.
- Exiger une analyse du Gisement à collecter aux frais exclusifs de l'APPROVISIONNEUR préalablement à la collecte suivante. Dans l'hypothèse où lesdites analyses révéleraient une nouvelle non-conformité, la SOCIETE serait autorisée à résilier le Contrat dans les conditions de l'article 14.

ARTICLE 11- ASSURANCES : L'APPROVISIONNEUR garantira les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en qualité de fournisseur et de fournisseur du Gisement pour valorisation en unité de méthanisation. Il sera responsable des dommages matériels et immatériels que son Gisement serait susceptible de causer à l'Unité, à ses équipements et son personnel, dans le cadre de l'exécution des prestations décrites au Contrat.

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE – SUSPENSION DU CONTRAT : L'exécution du présent contrat et des obligations en résultant, sera suspendue, en cas de survenance d'un événement de force majeure. Sera considéré comme cas de force majeure, tout fait irrésistible, imprévisible, extérieur aux Parties, correspondant à l'article 1218 du Code civil et ses applications jurisprudentielles. Aucune des Parties ne pourra être tenue responsable d'un quelconque manquement aux obligations stipulées à sa charge par le présent contrat dès l'instant où leur exécution est retardée, entravée ou empêchée par force majeure. La Partie manquant à ses obligations pour cas de force majeure devra en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception le lendemain suivant la date à laquelle elle en aura eu connaissance. La notification précisée les circonstances constitutives du cas de force majeure et leur incidence sur l'obligation dont l'exécution est retardée, entravée ou empêchée. Les Parties seront tenues du respect de toutes les obligations figurant au Contrat, dès lors que la disparition de la force majeure aura été constatée.

ARTICLE 13 - ENTREE EN VIGUEUR – PRISE D'EFFET DU CONTRAT – DUREE : L'entrée en vigueur du présent contrat est immédiate dès sa signature par les Parties.

13-1 : Période d'essai : Une période d'essai de six (6) mois sera observée pour validation de la recevabilité technique du Gisement dans l'Unité. Cette période débutera à la date de première fourniture du Gisement. Sans que cette liste soit limitative, celle-ci permettra à la SOCIETE de s'assurer que :

- le Gisement répond aux critères de performances énergétiques explicités en Annexes 1 et 2.
- le Gisement est compatible avec une valorisation par voie de méthanisation sur l'Unité notamment en ce qui concerne ses caractéristiques physiques et biologiques au regard des autres gisements entrants.
- De l'incorporation et de l'exploitabilité du Gisement conformément au processus en place sur l'Unité.
- De la stockabilité du Gisement dans des conditions conformes aux prescriptions réglementaires régissant l'exploitation de l'Unité.

En cas d'essai non concluant constaté par la SOCIETE durant ladite période et formalisé par le biais d'un procès-verbal de non-recevabilité lequel sera étayé par un rapport comprenant les éléments factuels justifiant du caractère incompatible du traitement du Gisement dans l'Unité, la SOCIETE se réserve le droit de résilier, sans frais ni indemnités, le présent contrat conformément aux articles 1225 et suivants du Code civil.

13-2 : Durée : Le Contrat est conclu pour une durée de deux (2) années entières et consécutives à compter du

Le Contrat se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour une nouvelle période de deux (2) années entières et consécutives, à défaut de dénonciation par l'une ou l'autre des Parties signifiée par lettre recommandée avec avis de réception, moyennant un préavis de six (6) mois précédant la date anniversaire de la prise d'effet du présent contrat.

ARTICLE 14 – RESILIATION : La Société pourra résilier le Contrat pour inexécution répétée des obligations contractuelles, et après mise en demeure adressée à l'APPROVISIONNEUR par LRA restée infructueuse après un délai d'un (1) mois, et ce, sans préjudice par la SOCIETE de demander des dommages-intérêts, et notamment en cas de :

- Non-respect de la qualité du Gisement,
 - Non-respect de la quantité du Gisement,
 - Non-respect des obligations au titre des règles, normes et procédures définies en annexe 6,
 - Non-respect des obligations au titre de la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les principes fondamentaux dans les achats selon les conditions définies à l'article 18 du Contrat et son annexe 5,
 - Incompatibilité du Gisement au titre de la période d'essai, telle que définie à l'article 13-1 du Contrat,
 - Arrêt total et définitif de fourniture du Gisement par l'APPROVISIONNEUR :
- sur plus de deux (2) périodes de collecte consécutives.

La résiliation du Contrat pourra également être prononcée en cas de redressement ou liquidation judiciaire de l'une des Parties, conformément à la loi en vigueur et ce, après mise en demeure adressée au cocontractant et à l'organe compétent de la procédure par courrier recommandé avec accusé de réception restée infructueuse après un délai d'un (1) mois.

A l'expiration du présent contrat, pour quelque cause que ce soit, chaque Partie restituera immédiatement à l'autre l'ensemble des documents, matériels et informations communiquées lors de l'exécution de celui-ci et qui seraient leur propriété ou qui participeraient explicitement ou implicitement à la continuité de leur exploitation.

ARTICLE 15 - CESSIION – APPORT – SUBSTITUTION : Le Contrat est conclu *intuitu personae*.

La SOCIETE pourra céder, transférer, déléguer ou aliéner tout ou partie de ses droits, titres ou intérêts (la « Mutation ») en vertu du présent contrat, à une société détenue pour partie ou en totalité par TotalEnergies Biogaz France sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire. La SOCIETE s'engage à notifier à l'APPROVISIONNEUR cette Mutation dans les quinze jours suivants la date de la réalisation.

Les Mutations effectuées au bénéfice d'une société autre que TotalEnergies Biogaz France pourront être réalisées à la condition d'avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite de l'autre Partie.

Article 16 – LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : Dans le cadre de l'exécution du Contrat, les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs sous-traitants éventuels, l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la lutte contre la corruption.

Ainsi aucune des Parties n'offre ni n'accorde au personnel ou représentant de l'autre Partie ou à un tiers aucun cadeau ou considération d'aucune sorte à titre d'incitation ou de récompense pour avoir accompli ou s'abstenir de faire ou s'être abstenu d'accomplir un acte en relation avec l'obtention ou l'exécution du Contrat.

Toute violation de cette clause par une Partie ou ses employés constitue une violation du Contrat et constitue un délit au sens de la loi.

Les Parties s'engagent à prendre connaissance et à respecter les dispositions en matière de lutte contre la corruption définie à l'Annexe 3 : « LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ».

ARTICLE 17 - SANCTIONS ECONOMIQUES : Le présent contrat doit être exécuté par les Parties en conformité avec les lois, réglementations sur le contrôle des exportations et les sanctions économiques applicables aux Parties.

Aucune Partie ne sera dans l'obligation d'exécuter ses obligations dues au titre du Contrat si cette exécution constitue ou pourrait constituer une violation ou être incompatible avec, ou exposer cette Partie (ci-après la « Partie Affectée ») à des condamnations en vertu de toutes lois ou règlements applicables aux Parties en matière de contrôles des exportations et de sanctions économiques. Si c'est le cas, la Partie Affectée doit alors dans les meilleurs délais notifier par écrit à l'autre Partie son impossibilité d'exécuter le Contrat.

Dès que cette notification a été donnée, la Partie Affectée peut dès lors :

(i) suspendre l'exécution de ses obligations contractuelles affectées jusqu'à ce qu'elle soit en mesure d'exécuter légalement ses obligations ou ;

(iii) mettre fin au Contrat lorsque la Partie Affectée ne peut exécuter légalement ses obligations.

ARTICLE 18 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE : Dans le cadre de l'exécution du Contrat, les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs sous-traitants éventuels, l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives au droit du travail, à la protection sociale et à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les principes fondamentaux des achats (PFA) exposés en Annexe 5. En cas de manquement par une Partie, l'autre Partie pourra :

- Suspendre l'exécution du Contrat sans indemnité ni rémunération au bénéfice de l'autre Partie après envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant sept (7) jours ;
- Et/ou rompre de plein droit le Contrat après envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant quinze (15) jours sans indemnité au bénéfice de l'autre Partie.

Le tout sans préjudice du droit de réclamer à la Partie défaillante des dommages et intérêts.

ARTICLE 19 – DONNEES PERSONNELLES : Les Parties s'engagent à se conformer à la réglementation en vigueur relative à la collecte et aux traitements des données personnelles ci-après désignées « Données Personnelles » et en particulier au Règlement Général sur la Protection des Données Personnelles (RGPD) entrant en vigueur le 25 mai 2018.

Lorsqu'elles traitent des Données Personnelles, les Parties garantissent notamment qu'elles :

- N'utilisent pas les Données Personnelles pour d'autres fins que celles de l'exécution du Contrat ;
- Ne conservent pas les Données Personnelles au-delà de la durée strictement nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont traitées dans le cadre du Contrat, tout en respectant les contraintes légales et réglementaires en matière de prescription ;
- Ne communiquent pas, ni ne cèdent les Données Personnelles à des tiers non autorisés ;
- Mettent en œuvre toutes les mesures nécessaires techniques et organisationnelles pour assurer la confidentialité des Données Personnelles ainsi que leur sécurité physique et logique contre toute atteinte intentionnelle ou non intentionnelle.

En outre, les Parties s'engagent à :

- Transférer les Données Personnelles exclusivement vers des pays membres de l'Espace Economique Européen ou offrant une « protection adéquate » au sens de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés. Elles s'interdisent donc pendant l'exécution du Contrat, notamment de changer le pays d'hébergement des Données ou de faire intervenir, dans le cadre de la fourniture des prestations, des prestataires tiers tels que sous-traitants situés dans un pays n'offrant pas un niveau de protection adéquat selon la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés ou de procéder à tout autre acte pouvant être interprété comme un transfert de données à caractère personnel en dehors de l'Union Européenne selon la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, sans l'autorisation préalable et écrite de l'autre Partie ;
- Collaborer étroitement lors de la réalisation de toute éventuelle formalité relative à l'exécution du Contrat sur demande de l'autre Partie au Contrat et à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information ou de contrôle et en particulier :

- Assister l'autre Partie pour fournir tout ce qui concerne l'identification, la localisation, la lisibilité et la disponibilité des Données Personnelles et plus globalement les traitements réalisés, telles que demandées par l'autorité de contrôle,

- Coopérer pleinement pour faciliter l'accès à l'autorité de contrôle aux Données Personnelles,

- Ne fournir les Données Personnelles à l'autorité de contrôle qu'après accord préalable de l'autre Partie ;

• Maintenir et respecter les mesures de sécurité adéquates d'un point de vue technique pour protéger les Données Personnelles, contre toute destruction accidentelle ou illicite, ou perte accidentelle, dommages, altérations, divulgation ou accès non autorisé en particulier lorsque le traitement implique la transmission des données ou bases de données à travers un réseau, et contre toute autre forme de traitements illicites ;

• Informer l'autre Partie ou son interlocuteur privilégié de toute faille de sécurité immédiatement et au plus tard dans les 24 heures et à prendre toutes les mesures nécessaires pour corriger celle-ci dans les plus brefs délais en conformité avec les dispositions légales ou réglementaires ou les recommandations des autorités de contrôle de protection des données personnelles applicables en la matière. A cet égard, l'autre Partie sera tenue informée au fur et à mesure des actions entreprises ;

• Ne communiquer à aucun moment les Données Personnelles à une entité gouvernementale ou toute autre autorité y compris sur réquisition légale ou réglementaire, sans notification préalable à l'autre Partie ;

• Sur demande de l'autre Partie, à modifier ou supprimer les Données Personnelles à la suite, notamment, de l'exercice par une personne physique, de son droit d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, en écrivant par mail à l'adresse suivante : rgpd-tbf@totalenergies.com ou par courrier à l'adresse suivante : TotalEnergies Biogaz France, Service juridique, ZAC des Champs de Lescaze, 47310 Roquefort

Toute évolution réglementaire en matière de protection des Données Personnelles qui pourrait donner lieu à un renforcement des obligations au titre du présent article est immédiatement mise en œuvre par les Parties.

ARTICLE 20 – CONFIDENTIALITE : Les Parties sont tenues au secret professionnel. Elles se garantissent mutuellement la confidentialité des informations techniques et de celles relatives à la stratégie commerciale, financière, au développement commercial et technique de leurs entreprises respectives, ainsi qu'à leur organisation, qui auraient pu être portées à leur connaissance dans le cadre du présent contrat.

Les Parties s'engagent à ne pas divulguer le contenu du présent contrat à quelque titre que ce soit sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie. Le texte de toute annonce publique que l'une des Parties souhaiterait faire le cas échéant concernant la réalisation de l'opération objet du présent contrat devra faire l'objet d'un accord préalable et écrit de l'autre Partie.

ARTICLE 21 - LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES : Le Contrat est soumis à la loi française à l'exclusion de toutes les autres législations étrangères.

En cas de contestation relative à la formation, l'interprétation et/ou à l'exécution du Contrat, les juridictions d'Agén sont seules compétentes à l'exclusion de toute autre juridiction.

Fait à l'Oie Le 28/03/2023
En autant d'exemplaires originaux que de Parties.

 L'APPROVISIONNEUR	 LA SOCIÉTÉ
	Société BIOPOMMERA

ANNEXE 1 : INFORMATIONS PREALABLES POUR LA CARACTERISATION DU PRODUIT, CAHIER DES CHARGES ET

CERTIFICAT D'ACCEPTATION

➤ INFORMATIONS PREALABLES POUR LA CARACTERISATION DU PRODUIT :

La SOCIETE elabore un ou des cahiers des charges (*cf. infra*) pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation de méthanisation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.

Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, la SOCIETE demande à l'APPROVISIONNEUR, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois (3) ans par la SOCIETE.

L'information préalable contient à minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :

-données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;
-dans le cas de sous-produits animaux au sens des textes y afférents et notamment du règlement (CE) n°1069/2009 abrogeant (CE) n° 1774-2002, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par les textes y afférents et notamment le règlement (CE) n°1069/2009 abrogeant (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;

-son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;
-les conditions de son transport lorsque l'Approvisionneur s'en occupe ;
-le code du Gisement conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement; -le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le Site ;

La SOCIETE tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.

➤ **CAHIER DES CHARGES :**

Nature du Gisement	
Source et origine du Gisement	
Conditions de transport	
Catégorie si sous-produits animaux	
Agrément sanitaire (présenter dispositif)	
Traitement préalable subi	
Code Gisement	
Matière sèche (%)	5%
Matière organique (%MS)	%
(1*)Matière Sèche Organique (%)	%
Quantité d'azote (N en %MS)	%
Quantité de phosphore (P en %MS)	%
Quantité de potasse (K en %MS)	%
Matières grasses	%
Apparence	Couleur, odeur (...)
	brun